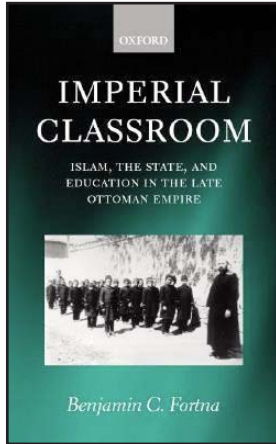


◆ **Benjamin C. FORTNA**,  
*Imperial Classroom, Islam, the State,  
and Education in the late Ottoman  
Empire*, Londres, Oxford University  
Press, 2002, 280 p.



L'un des objectifs principaux de cet ouvrage est d'étudier les liens entre l'éducation et la modernité à l'époque hamidienne. Cette étude est construite autour de cinq chapitres : éducation et

programme, l'espoir contre la peur, la politique défensive, les bâtiments et la discipline, les cartes et enfin, la morale. Elle s'appuie sur des sources officielles ottomanes mais aussi autobiographiques, dont des mémoires écrits dans la période post-ottomane.

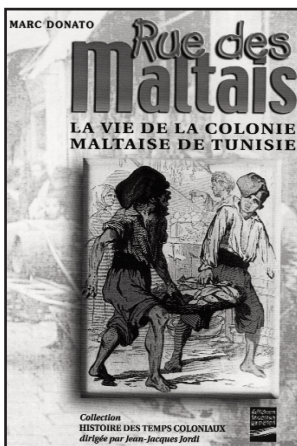
L'éducation ottomane est envisagée comme partie d'un phénomène global et non plus comme une étude de cas intrinsèque. Elle est traitée par une approche comparative avec les politiques éducatives de l'époque.

Jusqu'à présent, peu d'attention a été portée aux processus d'importation des concepts en matière d'éducation et aux instruments qui les ont intégrés dans les "traditions locales". L'auteur fait la distinction entre la manière dont l'éducation a été conçue et entendue et les voies de sa mise en œuvre. C'est particulièrement important dans le cas de l'Empire ottoman, car l'essentiel de son appareil éducatif était basé sur des modèles occidentaux. Sont étudiés les impératifs selon lesquels les réformes éducatives ont été conçues et particulièrement leur contexte local. A cet égard, les écoles

étrangères et de missionnaires dans l'Empire étaient les concurrentes directes des écoles d'Etat ottomanes. Elles ont agi comme un puissant stimulateur à la diffusion des écoles d'Etat dans l'ensemble des provinces ottomanes. Le rôle des ulémas, fortement impliqués dans le nouveau système, est aussi souligné.

L'objectif de la politique hamidienne était de former une jeune génération détentrice de compétences académiques mais aussi de s'assurer sa loyauté politique. Une caractéristique supplémentaire de cette période fut l'enseignement de la morale, alors que les politiques éducatives de la période précédente des *Tanzîmât* étaient plus préoccupées par l'adoption des méthodes occidentales. On assiste donc à une évolution tant dans l'état d'esprit que dans les contenus des enseignements. Toutefois, les préoccupations récurrentes de former rapidement des bureaucrates et d'éduquer la population de la manière la plus large s'affirmaient. L'introduction des cartes dans l'enseignement témoigne que de nouvelles manières de concevoir le monde et l'Empire ottoman se sont concrétisées.

◆ **Marc DONATO**,  
*Rue des Maltais : la vie de la colonie  
maltaise de Tunisie*, Nice, Editions  
Jacques Gandini, collection « Histoire des  
temps coloniaux », 2002, cartes,  
ill., bibl., 165 p.



Aujourd'hui la communauté maltaise de Tunisie existe à peine. Pour élaborer son ouvrage original, Marc Donato a réussi à interroger quelques-uns des membres de cette communauté qui, au lendemain de l'indépendance de la Tunisie, ont préféré s'installer en France métropolitaine. Donato divise en cinq phases l'histoire des

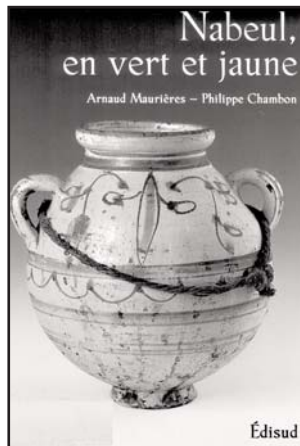
Maltais de Tunisie. Au début du XIXe siècle, après l'abolition de l'esclavage mais même avant quelques pionniers émigrent dans la Régence sous les yeux plus ou moins approbateurs des autorités. Après l'intervention des Français en Algérie, le nombre de Maltais qui émigrent en Tunisie augmente. En 1866, la colonie atteint le chiffre de sept mille personnes. Avec l'établissement du protectorat en 1881, leur effectif continue à grimper pour culminer en 1920 à 13500. En 1921, la France promulgue la loi de naturalisation automatique. Par conséquent, selon le recensement de 1926, la colonie maltaise de Tunisie c'est-à-dire ceux qui ne sont pas devenus citoyens français se réduit déjà à 8400 personnes.

Les premiers Maltais prennent pied à Porto Farina et à Djerba. En 1858, H. Dunant observe à Tunis, dans le quartier franc, quelque soixante familles maltaises entassées dans des fondouks ou entrepôts. Une des activités auxquelles s'adonnent les Maltais est la contrebande. Mais, à la fin du XIXe siècle, l'instauration d'un régime douanier plus rigoureux obligera les contrebandiers de Porto Farina à se transformer en pêcheurs et en maraîchers. Les Maltais travailleront dans le domaine des transports. Le cocher de fiacre maltais

attend ses clients à Bab El-Khadra. Plus tard au XXe siècle, il sera tout banalement le chauffeur de taxi. Ils sauront également s'imposer dans les services. Par exemple, ils se tailleront une part importante du commerce de détail. Avec persévérance, quelques membres de cette communauté accèdent au bien-être, voire à la respectabilité. Un Mifsud, un Busutil, etc., rempliront les fonctions de conseillers municipaux de la ville de Tunis.

Les Maltais, dont la langue maternelle est un dialecte arabe d'Afrique du Nord se sont bien intégrés avec les "indigènes". Mais, les Maltais étant chrétiens cela les empêchaient de se marier avec les musulmans. Pour cette communauté, le moment crucial est arrivé après l'indépendance de la Tunisie en 1956. En refusant de prendre la nationalité tunisienne, les Maltais ont dû s'astreindre à quitter ce qui, pour la majeure partie d'entre eux, était leur terre natale.

- ◆ **Arnaud MAURIÈRES et Philippe CHAMBON, *Nabeul en vert et jaune*.**  
Aix-en-Provence, Edisud, collection  
"Terres de Méditerranée", 2002, 107 p.



Voici un petit ouvrage s'intéressant à une tradition artisanale bien connue à laquelle peu d'études ont été consacrées. Un historique de la place et de l'évolution de la poterie vernissée de Nabeul est accompagné d'une illustration iconographique de qualité ; on y trouve des

explications techniques manifestement tirées d'entretiens avec des artisans avertis ou extraites des rares études sérieuses dévolues au sujet.

La bichromie est une des originalités de la céramique nabeulienne, ce qui explique le libellé du titre de l'ouvrage autour des deux couleurs qui caractérisent la vaisselle "chawat" et "motli" accompagnant la vie traditionnelle : le jaune et le vert, auxquelles on peut ajouter le brun de certains motifs (traits, courbes, poissons, oiseaux, serpents, arabesques florales...).

La place de Nabeul dans le domaine de la poterie s'est faite aux dépens de Tunis (Qallaline), Djerba (Guellala) et Moknine. Cette supériorité est essentiellement due à la bonne qualité de l'argile de la région, bien adaptée aux différents processus de la fabrication. Au cours de ce siècle, la production nabeulienne se développe tout en se spécialisant et en se diversifiant : à côté de la vaisselle utilitaire, se diffuse une céramique dite artistique qui continue à faire la renommée de la ville.

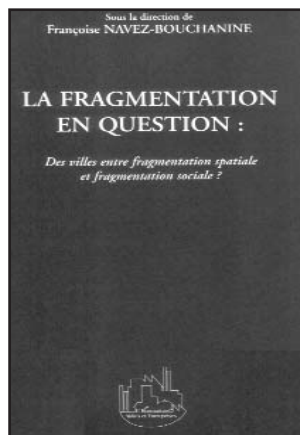
Potiers français puis italiens ont introduit tour à tour le savoir-faire propre à cette technique. C'est ainsi que les ateliers

de fabrication se multiplient et que le nombre d'artisans formés à ce métier augmente et ce, jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale. Cette poterie nabeulienne alimente le marché intérieur tunisien et s'exporte également au Maghreb.

Le déclin de la céramique artistique sera suivi par la crise de la poterie culinaire qui survient suite à l'envahissement de la vie quotidienne par l'aluminium et le plastique à partir des années 1950.

Après l'historique de cette technique, le lecteur trouvera l'explication des étapes de la fabrication : extraction de la terre, préparation de l'argile, façonnage de la poterie, cuisson, décoration, coloriage et vernissage. Des planches de l'ouvrage de Lisse et de Louis, aujourd'hui introuvable, présentent les formes auxquelles obéit la confection des récipients à eau, jarres, vases, godets, tuiles, vaisselle et plats qui composent l'éventail de cette poterie. Un catalogue d'une centaine de pièces présente une collection d'objets en tous genres qui aident à mieux connaître cet artisanat typique et à le comparer à la production de Djerba, largement supplantée par celle de Nabeul.

- ◆ **Françoise NAVEZ-BOUCHANINE (dir.). *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale*,**  
Paris, L'Harmattan, collection  
« Villes et Entreprises », 2002, 411 p.



A qui manifeste peu d'intérêt pour les travaux sur les grandes villes, le titre de l'ouvrage de Françoise Navez-Bouchanine paraîtra un tantinet obscur. En revanche, pour ceux, et ils sont nombreux, qui réfléchissent à ce sujet, la thématique abordée, celle des différenciations socio-spatiales dans les métropoles, est essentielle. On sera donc satisfait par la sortie d'un ouvrage aussi « massif » qui en plus de 400 pages divisées en trois parties, réunit 23 contributions afin de faire le tour, conceptuel et géographique, de la question.

La première partie, intitulée « La fragmentation, un état des lieux » permettra de comprendre comment a émergé la notion de fragmentation et ainsi de passer en revue une importante bibliographie et l'inflation de termes qui a accompagné le constat des divisions sociales et spatiales des grandes villes du monde. On sera particulièrement sensible au regard que portent quelques théoriciens des études urbaines (J. Rémy, T. Paquot, P. Genestier, S. Sassen) parfois en porte-à-faux avec le réductionnisme que sous-tend l'idée de fragmentation. Le lecteur y trouvera matière à réflexion quant à l'utilisation des notions pertinentes afin de qualifier les processus de divisions des grandes villes mais aussi sur les pistes permettant d'aborder ces questions aujourd'hui.

Dans la seconde partie, « villes et sociétés fragmentées » neuf études de cas testent la notion de fragmentation de manière plus nettement empirique, à l'échelle d'une aire géographique (le Maghreb, les Etats-Unis), de villes (Buenos Aires, Bruxelles) ou bien selon des entrées thématiques (les services, les favelas).

Enfin, la troisième partie « Fragmentation induite ou réduite ? Effets des politiques et modes de gestion » pointe les conséquences « fragmentogènes », selon le mot de F. Navez-Bouchanine, des politiques urbaines dans des villes de France, d'Afrique subsaharienne et des Amériques.

On pourra regretter de ne pas trouver de contributions, même synthétiques,

portant sur le continent asiatique alors même que la métropolisation y connaît une ampleur sans commune mesure avec celle du continent africain. On aurait aimé, par ailleurs, que le concept soit décliné à différentes échelles : n'y a-t-il de fragmentation que dans les grandes villes ? Évidemment non, et il devient dès lors intéressant de réfléchir à d'autres processus de divisions socio-spatiales, régionales, dans les petites villes, etc. Ce n'est plus tout à fait le même sujet mais à l'heure où la forme des villes ne permet plus de prendre la mesure de ce qu'est l'urbain, la question méritait peut-être d'être posée. Enfin, la quasi-absence de cartes surprend dans un ouvrage où de nombreux contributeurs sont géographes.

Ces défauts sont évidemment minimes car pour ceux qui travaillent sur les villes du Maghreb, cet ouvrage apportera, à n'en pas douter, matière à une réflexion sur les concepts employés, leurs limites et aussi à une indispensable comparaison hors de l'aire régionale sur les modalités de différenciation qui accompagnent les processus d'urbanisation. Le livre dirigé par F. Navez-Bouchanine trouvera donc sa place à côté des ouvrages récents afin de mettre en perspective notre compréhension des sociétés urbaines du Maghreb contemporain..., en attendant un second ouvrage, annoncé, portant sur « Fragmentation spatiale et urbanité au Maghreb », toujours sous la direction de F. Navez-Bouchanine.

## PUBLICATION DE L'IRMC

### Mondialisation et sociétés rurales en Méditerranée : États, société civile et stratégies des acteurs

**A**u milieu des années 1990, la mondialisation était perçue comme un processus puissant de réduction des barrières douanières et des mesures de protection des économies nationales. Avec un rôle de plus en plus réduit, les États semblaient alors perdre la maîtrise de la régulation économique et sociale sur les territoires nationaux.



Les contributions à cet ouvrage collectif s'accordent sur l'idée d'un retour en force de l'État : ce dernier n'a ni la même forme, ni le même rôle ; mais son retour s'est imposé à tous les niveaux de décision : régional, national et local.

En Méditerranée, comme le mettent en évidence les auteurs, les États ont répondu au nouveau contexte international, par le redéploiement de leur mode d'intervention et par la mise en place de nouveaux cadres d'action pour les différents acteurs de la société rurale, favorisant, ici et là, l'émergence d'une société civile en milieu rural.

Ce livre est le résultat d'une recherche en réseau, initiée par le **Programme MOST de l'UNESCO** qui a fait l'objet d'une collaboration scientifique entre l'Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie (**INRAT**) et l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (**IRMC**). Mobilisant des équipes dans quatorze pays méditerranéens, cette recherche a donné lieu à des enquêtes de terrain, un séminaire de lancement, un séminaire international de clôture et un Atelier "Jeunes Chercheurs".

**Mohamed ELLOUMI**, chargé de recherche à l'INRAT et chercheur associé à l'IRMC, participe, à travers de multiples réseaux de recherche, à des travaux sur les politiques agricoles et le développement rural, avec une attention particulière aux stratégies des acteurs.

## LES AUTEURS

- ✓ **ABDEL AAL Mohamed Hassen**, Centre de Sociologie - Université Américaine du Caire (Égypte)
- ✓ **AKESBI Najib**, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat (Maroc)
- ✓ **AMAR Mohammed**, École Nationale d'Agriculture de Meknès (Maroc)
- ✓ **ARNALTE Eladio**, Departamento de Economía y Ciencias Sociales. Universidad Politécnica de Valencia (Espagne)
- ✓ **BAPTISTA Fernando-Oliveira**, Département d'Économie Agricole et Sociologie Rurale. Institut Supérieur d'Agronomie - Université Technique de Lisbonne (Portugal)
- ✓ **BEDRANI Slimane**, Institut National Agronomique et CREAD d'Alger (Algérie)
- ✓ **BERTOLINI Paola**, Département d'Économie Politique, Faculté des Sciences Économiques, Université de Modena (Italie)
- ✓ **BIBA Gjin**, SAD-LECSA/INRA - Montpellier (France)
- ✓ **BOUKRAA Ridha**, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis (Tunisie)
- ✓ **CAMPAGNE Pierre**, CIHEAM-Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (France)
- ✓ **CEÑA Felisa**, Departamento de Economía Agraria. Universidad de Córdoba (Espagne)
- ✓ **CHEMAK Frej**, Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, INRAT (Tunisie)
- ✓ **CHERIF Abdellah**, Faculté des lettres de la Manouba, département de géographie (Tunisie)
- ✓ **CHERIF Mohamed**, Faculté des lettres de la Manouba, département de géographie (Tunisie)
- ✓ **CIVICI Adrian**, Université Agricole de Tirana (Albanie)
- ✓ **DJENANE Abdelmajid**, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion F.Yachir, Sétif (Algérie)
- ✓ **ELLOUMI Mohamed**, Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, chercheur associé à l'IRMC (Tunisie)
- ✓ **ESTRUCH Vicente**, Departamento de Economía y Ciencias Sociales. Universidad Politécnica de Valencia (Espagne)
- ✓ **FERRAGOLO da VEIGA José Francisco**, Institut Supérieur d'Agronomie - Université Technique de Lisbonne (Portugal)
- ✓ **HAMMAMI Mohamed**, École supérieure des Ingénieurs de l'Équipement Rural de Medjez el-Bab (Tunisie)
- ✓ **KERCINI Donika**, Université Agricole de Tirana (Albanie)
- ✓ **LOURENÇO Fernando**, Département d'Économie Agricole et Sociologie Rurale - Institut Supérieur d'Agronomie-Université Technique de Lisbonne (Portugal)
- ✓ **MAHDI Mohamed**, École Nationale d'Agriculture de Meknès (Maroc)
- ✓ **MAZOYER Marcel**, Institut National Agronomique Paris-Grignon (France)
- ✓ **NASR Noureddine**, Institut des Région Arides de Médenine (Tunisie)
- ✓ **NOVAIS Ana Maria**, Département d'Économie Agricole et Sociologie Rurale/Institut Supérieur d'Agronomie-Université Technique de Lisbonne (Portugal)
- ✓ **ORTIZ Dionisio**, Departamento de Economía Agraria. Universidad de Córdoba (Espagne)
- ✓ **RODRIGUES Orlando**, Instituto Politécnico de Bragança (Portugal)
- ✓ **ROUDART Laurence**, Institut National Agronomique. Paris-Grignon (France)
- ✓ **SAHINÖZ Ahmet**, Université de Hacettepe, Faculté des Sciences économiques (Turquie)
- ✓ **SAY Mohamed Béchir**, Institut de l'Olivier-Tunis (Tunisie)
- ✓ **TARAWNEH Mohamed**, Université de Irbid (Jordanie)